

ACCORD COLLECTIF D'ENTREPRISE INSTITUANT UN REGIME DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE « INCAPACITE, INVALIDITE ET DECES »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les Mines, dont le siège social est situé 77 avenue de Ségur – 75714 PARIS Cedex 15, représentée par Monsieur Gilles de Lacaussade, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après désignée « la CANSSM » ou « l'Entreprise »

D'UNE PART,

ET

Les Organisations Syndicales Représentatives au sein de l'Entreprise :

- La Fédération des Syndicats de Services, Activités Diverses et Tertiaires (UNSA FESSAD), représentée par X. Delfenier, en sa qualité de délégué(e) syndical(e) ;
- Le Syndicat Général FO des Personnels des Mines et Assimilés, représenté par _____, en sa qualité de délégué(e) syndical(e) ;
- La Fédération Nationale des Mines et de l'Energie CGT (FNME-CGT), représentée par Karen Ross, en sa qualité de délégué(e) syndical(e) ;
- Le Syndicat National des Mineurs, Assimilés et du Personnel du Régime Minier CFDT, représenté par Madeleine REGIS, en sa qualité de délégué(e) syndical(e) ;
- La Fédération Nationale de l'Encadrement des Mines (FNEM CFE-CGC), représentée par Philippe ALW, en sa qualité de délégué(e) syndical(e) ;

D'AUTRE PART,

in AP
KR 26
AR

Table des matières

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 : OBJET	4
<i>PARTIE 1: REGIME DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE A ADHESION OBLIGATOIRE.....</i>	<i>5</i>
ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES	5
ARTICLE 3 : CARACTERE OBLIGATOIRE DE L'ADHESION	6
ARTICLE 4 : GARANTIES.....	6
ARTICLE 5 : COTISATIONS	6
ARTICLE 6 : ORGANISME ASSUREUR.....	7
ARTICLE 7 : PORTABILITE DU REGIME DE PREVOYANCE	7
ARTICLE 8 : INFORMATION	7
ARTICLE 9 : COMMISSION DE SUIVI	8
<i>PARTIE 2: DISPOSITIONS GENERALES</i>	<i>8</i>
ARTICLE 1 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE, REVISION ET DENONCIATION.....	8
ARTICLE 2 : DEPOT ET PUBLICITE	9
Annexes 1 : REGIME COMPLEMENTAIRE A ADHESION OBLIGATOIRE	11
Annexe 2 : REGIME SURCOMPLEMENTAIRE FACULTATIVE	13

h *AR*
AD
KR *NR*

PREAMBULE

La Convention d'Objectif et de Gestion (COG) entre l'Etat et la CANSSM pour 2022 à 2024 a constaté que « la CANSSM a entrepris plusieurs négociations visant à tirer avantage de sa transformation en entreprise unique et à simplifier les dispositifs conventionnels existants, souvent complexes et parfois obsolètes ». La COG ajoute que « dans la poursuite de ces évolutions majeures, il est nécessaire de continuer l'harmonisation des dispositifs conventionnels. D'abord, en finalisant les négociations déjà engagées pour l'instauration d'une prévoyance pour l'ensemble des salariés ».

Ainsi, les partenaires sociaux de la CANSSM se sont réunis pour, conformément aux exigences de la COG, harmoniser les garanties de prévoyance (entendues comme les garanties incapacité ou complément d'indemnité en cas d'arrêt de travail, invalidité et décès) dont bénéficient les salariés de la CANSSM.

L'étude des différents régimes de prévoyance applicables au sein de la CANSSM permis aux partenaires sociaux de constater qu'il existe des écarts importants de garanties entre les salariés selon leur catégorie salariale (non-cadres, cadres supérieurs, omnipraticiens, médecins spécialistes, pharmaciens, aides à domicile...). Cette différence de traitement entre les salariés de la CANSSM pose une difficulté de principe à laquelle les partenaires sociaux souhaitent répondre dans le cadre de l'harmonisation des garanties de prévoyance. La création d'un régime unique pour l'ensemble des salariés de la CANSSM a donc été recherchée, ce qui permettrait, par ailleurs, aux salariés de mieux déterminer et comprendre leurs garanties.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont décidé d'instituer un régime de prévoyance « incapacité, invalidité et décès » complémentaire à adhésion obligatoire unique pour l'ensemble des salariés de la CANSSM. L'organisme assureur gestionnaire de ce régime sera choisi après réalisation d'un appel d'offres conformément aux obligations de la CANSSM.

Il est expressément précisé que le présent accord devra être complété par un avenant précisant notamment les taux de cotisation. En effet, certains éléments ne seront, par définition, connus que postérieurement à la procédure de passation du marché public et une fois le choix de l'opérateur définitivement arrêté.

Ainsi l'entrée en vigueur du présent accord est conditionnée à la conclusion de cet avenant.

Aussi, il est convenu que le présent accord se substitue de plein droit à toutes les stipulations préexistantes ayant trait à des garanties de prévoyance (entendues comme les garanties incapacité ou complément d'indemnité en cas d'arrêt de travail, invalidité et décès) dont bénéficient les salariés de la CANSSM, qu'elles résultent d'accords collectifs, d'usages, de décisions unilatérales, d'accords atypiques ou de tout autre acte quel que soit sa forme, applicable à la date d'entrée en vigueur de cet accord.

Il a donc été décidé ce qui suit en application de l'article L. 911-1 du Code de la sécurité sociale, après information et consultation du Comité Social et Economique.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent accord matérialisant la mise en place du régime de prévoyance « incapacité, invalidité et décès » a pour objet d'organiser l'adhésion des salariés bénéficiaires à un contrat d'assurance collective souscrit par la CANSSM dans le cadre de la procédure de passation du marché public afférent.

Par ailleurs, afin de permettre aux salariés de la CANSSM qui le souhaitent d'améliorer les garanties de prévoyance dont ils bénéficient en application du régime défini dans le présent accord, les partenaires sociaux ont décidé d'instituer, par un contrat d'assurance distinct à celui relatif au régime complémentaire à adhésion obligatoire, un régime surcomplémentaire de prévoyance « incapacité, invalidité et décès » auquel les salariés peuvent librement adhérer.

PARTIE 1: REGIME DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE A ADHESION OBLIGATOIRE

ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES

2.1 Principe

Le présent régime concerne l'ensemble des salariés de la CANSSM. Aucune condition d'ancienneté n'est requise pour bénéficier du régime.

2.2 Suspension du contrat de travail

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période :

- d'un maintien, total ou partiel, de salaire (quelle qu'en soit la dénomination), ou
- d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur, ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers ou
- d'un revenu de remplacement versé par l'employeur (il s'agit notamment des salariés placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur tel que le congé de reclassement ou encore de mobilité).

Dans ces hypothèses, une contribution calculée selon les règles prévues pour les salariés dont le contrat de travail n'est pas suspendu, est versée pendant toute la période de suspension du contrat de travail indemnisée.

Ainsi, le taux, l'assiette et la répartition prévus ci-après et dans les documents (annexes, notices, etc.) en relation avec l'objet du présent accord, sont applicables.

Parallèlement, le salarié doit obligatoirement continuer à acquitter sa propre part de cotisation selon le précompte habituel.

Pour les autres cas non listés précédemment, l'adhésion au présent régime ne sera pas maintenue.

S'il le souhaite, le salarié peut faire une demande afin de continuer à bénéficier du régime prévoyance « incapacité, invalidité et décès » mis en place. Dans cette hypothèse, le salarié est tenu d'adresser, dans les 30 jours suivants la suspension de son contrat, ses numéros IBAN et BIC à la CANSSM ainsi qu'une autorisation de prélèvement de sa cotisation et de la CSG/CRDS afférente à la participation patronale.

ARTICLE 3 : CARACTERE OBLIGATOIRE DE L'ADHESION

L'adhésion au régime est obligatoire à compter de la date mentionnée à l'article 1 de la Partie 2 du présent accord pour tous les salariés bénéficiaires mentionnés à l'article 2. Les salariés concernés ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisations.

Par dérogation au caractère obligatoire du présent régime, peuvent être dispensés : les salariés à temps partiel et apprentis dont l'adhésion au régime de garantie les conduira à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10% de leur rémunération brute.

Dans tous les cas susvisés, le salarié fera parvenir sa demande, par écrit, accompagnée le cas échéant, du/des justificatif(s), au service RH auquel il est territorialement rattaché. Ce courrier fera mention que le salarié a bien été informé par l'employeur des conséquences de son choix.

A défaut de respecter les prescriptions détaillées ci-dessus, le salarié sera automatiquement affilié au régime de prévoyance « incapacité, invalidité et décès ».

ARTICLE 4 : GARANTIES

Les garanties décrites dans le document annexé au présent accord, ne constituent, en aucun cas, un engagement pour la CANSSM, qui n'est tenue, à l'égard de ses salariés, qu'au seul paiement des cotisations à due proportion de la part patronale.

ARTICLE 5 : COTISATIONS

5.1 Taux, répartition, assiette des cotisations

Les taux de cotisations servant au financement des risques incapacité, invalidité et décès seront fixés par l'assureur retenu dans le cadre de la procédure des marchés.

La part patronale est fixée à 0,74 et la part salariale à 0,26.

Les cotisations s'appliquent à la rémunération de référence, celle-ci correspondant à la rémunération brute annuelle constituant l'assiette des cotisations sociales, telle que définie à l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale.

A la suite de l'appel d'offre, les tarifs et conditions d'évolution seront mentionnées en annexes.

Les tranches de rémunération sont définies de la manière suivante :

- Tranche A : tranche de rémunération inférieure à la valeur du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS),
- Tranches B et C : tranches de rémunération supérieures à la valeur du PASS.

Pour information, le PASS est fixé, pour l'année 2024, à 46.368 €.

JP

CP

in KL NR

Les salariés ont la possibilité d'améliorer leur couverture « incapacité, invalidité et décès » en adhérant au régime surcomplémentaire à adhésion facultative. Le cas échéant, la cotisation sera uniquement à leur charge et aucune participation employeur ne sera appliquée. A titre informatif, les garanties relatives à ce régime de surcomplémentaire sont annexées au présent accord.

5.2. Evolution ultérieure de la cotisation

Toute évolution ultérieure des cotisations sera répercutée dans les mêmes proportions que les cotisations initiales entre la CANSSM et les salariés.

ARTICLE 6 : ORGANISME ASSUREUR

6.1 Désignation de l'organisme assureur

Le régime est garanti par une couverture d'assurance souscrite par la CANSSM auprès de l'organisme assureur retenu à l'issue d'un appel d'offres.

Conformément à l'article L. 912-2 du Code de la sécurité sociale, le choix de l'organisme assureur sera réexaminé dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de la date d'effet du présent accord. Cette disposition n'interdit pas, avant cette date, la modification, la résiliation ou le non-renouvellement du contrat d'assurance.

6.2 Changement d'organisme assureur

Conformément à l'article L. 912-3 du Code de la sécurité sociale, les rentes en cours de service à la date du changement d'organisme assureur (y compris les prestations décès prenant la forme de rente), continueront à être revalorisées. Les garanties décès seront maintenues au profit des bénéficiaires de rentes d'incapacité de travail et d'invalidité lors de la résiliation du contrat d'assurance, étant précisé que la revalorisation des bases de calcul des prestations relatives aux garanties décès devra être au moins égale à celle prévue par le contrat résilié.

ARTICLE 7 : PORTABILITE DU REGIME DE PREVOYANCE

Le régime de prévoyance « incapacité, invalidité et décès » applicable dans l'entreprise est maintenu, dans les conditions prévues à l'article L. 911-8 du Code de la sécurité sociale.

ARTICLE 8 : INFORMATION

8.1 Information individuelle

En sa qualité de souscripteur, la CANSSM remet à chaque salarié concerné et à tout nouvel embauché bénéficiaire du régime, une notice d'information détaillée, établie par l'organisme assureur, résumant les principales dispositions du contrat d'assurance. Il en sera de même à chaque modification ultérieure de ce contrat.

8.2 Information collective

Conformément à l'article R. 2312-22 du Code du travail, le comité social et économique sera informé et consulté préalablement à toute modification des garanties de prévoyance.

ARTICLE 9 : COMMISSION DE SUIVI

Une Commission de suivi est instituée pour examiner les conditions d'application de cet accord, procéder à un examen des comptes et à une analyse de l'évolution des différentes prestations.

Cette Commission sera présidée par la CANSSM et sera composée de représentants de la CANSSM d'une part et de deux représentants par organisation syndicale représentative d'autre part ; chacun d'entre eux pouvant demander l'inscription de points à l'ordre du jour. Cette Commission se réunira au moins une fois par an à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

Un bilan de fonctionnement du contrat d'assurance est réalisé à cette occasion par l'organisme assureur retenu comprenant le compte de résultat du régime, une analyse des prestations utilisées par les bénéficiaires et, un rapport d'activité sur les services rendus aux bénéficiaires du contrat.

PARTIE 2: DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE, REVISION ET DENONCIATION

Le présent accord entrera en vigueur :

- sous réserve de la conclusion d'un avenant précisant notamment les taux de cotisation (article 5),
- le 1er jour du mois suivant l'agrément du présent accord et de l'avenant précité.

Le présent accord se substitue de plein droit à toutes les stipulations préexistantes ayant trait à des garanties de prévoyance (entendues comme les garanties incapacité, invalidité et décès) dont bénéficient les salariés de la CANSSM, qu'elles résultent d'accords collectifs, d'usages, de décision unilatérales, d'accords atypiques ou de tout autre acte quel que soit sa forme.

En cas de refus d'agrément, le présent accord serait caduc.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être modifié ou dénoncé conformément aux procédures définies par les dispositions légales applicables.

Dans l'hypothèse où aucun organisme assureur n'aurait pu être retenu, aucun avenant de fixation des cotisations ne pourra être conclu de sorte que le présent accord n'entrera pas en vigueur.

La résiliation par l'organisme assureur d'un contrat d'assurance entraîne de plein droit la caducité du présent accord par disparition de son objet.

lu A
KD X D
NR

ARTICLE 2 : DEPOT ET PUBLICITE

Un exemplaire du présent accord sera déposé

- Sur la plateforme de téléprocédure du ministère du travail, et,
- Auprès du secrétariat greffe du Conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion,

avec les pièces accompagnant le dépôt prévues aux articles D. 2231-6 et D. 2231-7 du Code du travail. Ces formalités de dépôt seront assorties, notamment, de la liste des établissements auxquels le présent accord s'applique, ainsi que de leurs adresses respectives.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Les mêmes formalités seront applicables à toutes éventuelles modifications.

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise et non signataires de celui-ci. Enfin, le présent accord sera transmis aux représentants du personnel et mention en sera faite sur intranet.

Par ailleurs, selon les modalités et conditions prévues par les dispositions des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du Code du travail, les parties au présent accord pourront convenir que celui-ci ne sera rendu public que partiellement.


A Paris, le 17 septembre 2024

En 8 (huit) exemplaires

h AP
KOP XP
NR

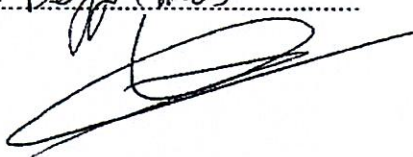
Pour la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines

Gilles de Lacaussade, Directeur Général



Pour les Organisations Syndicales Représentatives :

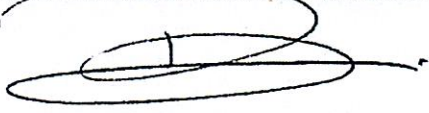
Pour l'UNSA FESSAD

M. X. Deffieux



Pour le Syndicat Général FO des
Personnels des Mines et Assimilés

M. _____

Pour la FNME-CGT

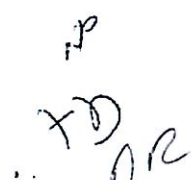
M. ^{Ure} Rossi Karen


Pour le Syndicat National des Mineurs,
Assimilés et du Personnel du Régime
Minier CFDT

M^{me} REGIS Nadekene


Pour la FNEM CFE-CGC

M. 
Philippe Alin



ANNEXE 1 : REGIME COMPLEMENTAIRE A ADHESION OBLIGATOIRE

1/ Décès :

	Décès		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Décès toutes causes (ou invalidité permanente totale) - capital			
Participant célibataire, veuf, divorcé, séparé judiciairement, sans enfant à charge	210%	420%	420%
Participant marié non séparé judiciairement, sans enfant à charge	210%	420%	420%
Participant célibataire, veuf, divorcé, séparé judiciairement ou marié, avec un enfant à charge	220%	430%	430%
Supplément par enfant à charge en sus du premier	10%	20%	20%
Supplément par ascendant à charge			
Frais d'obsèques	100% PMSS		

2/ Invalidité :

	Invalidité		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Arrêt de travail - Invalidité permanente			
Expression de la garantie	Sous déduction régime général		
1ère catégorie	40%	55%	55%
2ème catégorie	70%	95%	95%
3ème catégorie	70%	95%	95%

3/ Incapacité temporaire :

	Incapacité temporaire		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Arrêt de travail - Incapacité temporaire de travail			
Franchise	90 jours et en relais des dispositions conventionnelles en matière de maintien de salaire		
Montant de la rente	15%	15%	15%

4 / Rente éducation :

	Rente Education		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Rente éducation par an et par enfant à charge			
jusqu'au 18ème anniversaire (26ème anniversaire si poursuite d'études)	5%	25%	25%
si enfant orphelin de père et de mère	Doublement de la rente		

ANNEXE 2 : REGIME SURCOMPLEMENTAIRE FACULTATIVE

Option 1 : Incapacité + rente éducation

Incapacité temporaire :

	Incapacité temporaire		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Arrêt de travail - Incapacité temporaire de travail			
Franchise	60 jours et en relais des dispositions conventionnelles en matière de maintien de salaire		
Montant de la rente	15%	15%	15%

Rente éducation :

	Rente Education		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Rente éducation par an et par enfant à charge			
jusqu'au 18ème anniversaire, (26ème anniversaire si poursuite d'études)	10%	25%	25%
si enfant orphelin de père et de mère	Doublement de la rente		

Handwritten notes:
m
100 x 10
100 x 10

Option 2 : Incapacité temporaire + rente éducation + rente conjoint

Incapacité temporaire :

	Incapacité temporaire		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Arrêt de travail - Incapacité temporaire de travail			
Franchise	60 jours et en relais des dispositions conventionnelles en matière de maintien de salaire		
Montant de la rente	15%	15%	15%

Rente éducation :

	Rente Education		
Catégorie assurée	Ensemble du personnel		
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Rente éducation par an et par enfant à charge			
jusqu'à 18ème anniversaire (26ème anniversaire si poursuite d'études)	10%	25%	25%
si enfant orphelin de père et de mère	Doublement de la rente		

Rente conjoint :

Ensemble du personnel			
Tranche de salaire	TA	TB	TC
Rente de conjoint			
Rente viagère	5%	5%	5%

hu *ab.*
Kir *xb*
ne